

# FINANCE ISLAMIQUE

## QUELLE POSSIBILITÉ DE DÉVELOPPEMENT EN ESPAGNE ?



**Juan Ignacio Alonso**

Managing Partner  
Salans Barcelone

Alors que l'entité bancaire Bancorreos, en coopération avec Deutsche Bank, devrait proposer prochainement un service de finance islamique, le cadre juridique espagnol permet d'appliquer les principes de la charia à l'offre bancaire.



**Adrien Coispel**

Collaborateur  
Salans Barcelone

Depuis les années 1990, l'Espagne connaît un taux de conversion à l'Islam assez important, notamment au sein des communautés de Ceuta et Melilla. Ces deux enclaves espagnoles situées sur le continent africain comptent plus de 900 000 personnes d'obédience musulmane d'après les chiffres officiels et 1,5 million réel [1]. Selon Silvia Cerrada, secrétaire de l'Association pour la promotion des droits des musulmans en Espagne, les services financiers halal, conformes

[1] Isabel Romero, Setmana de la internacionalització de Catalunya-2007, <http://www.webislam.com/media/pdf/articulo/s22m7.pdf>

aux préceptes religieux islamiques, feraient fureur en Espagne, notamment pour l'acquisition de biens immobiliers. Les prix de l'immobilier ont été surmultipliés durant cette dernière décennie [2].

L'Espagne ne veut pas être mise à l'écart de la croissance que connaît aujourd'hui la finance islamique, qui représente près de 4 % de la richesse mondiale et affiche un taux de croissance de 15 % annuel [3]. Ainsi, les financiers de la péninsule ibérique tentent d'aménager, de manière conjointe et raisonnée, ses structures financières et son ordonnancement juridique afin d'accueillir et d'attirer cette nouvelle offre.

### UNE OFFRE EN GESTATION

La Caixa et la banque Santander, deux leaders dans leurs secteurs d'activités (respectivement première banque et première caisse d'épargne d'Espagne), ont d'ores et

[2] "La banca española ensaya ofertas que cumplan con el Islam", <http://institutohalal.wordpress.com/2008/02/18/la-banca-espanola-ensaya-ofertas-que-cumplan-con-el-islam/>

[3] Micaela Capellini, "El boom de los fondos islámicos : una fuente de crédito inagotable", <http://www.economista.es/empresas-finanzas/noticias/327430/12/07/El-boom-de-los-fondos-islamicos-una-fuente-de-credito-inagotable.html>

déjà prévu le lancement de comptes courants, crédits et hypothèques sans aucun intérêt, destinés aux musulmans qui vivent sur le sol espagnol [4]. Mais c'est l'entité bancaire Bancorreos (service postal espagnol), en coopération avec la Deutsche Bank, qui est en passe de proposer à ces clients un service spécifique. En effet, Bancorreos a souscrit un accord avec l'Institut Halal afin de créer un compte courant exempté d'intérêts et qui garantirait que les bénéfices récoltés ne seront pas destinés à des activités liées à l'alcool, le tabac, la pornographie, les paris (ou autres jeux de hasard), la production d'armes et l'élaboration de produits confectionnés à base de porc, entre autres négoce [5].

### UN CADRE JURIDIQUE DÉJÀ AMÉNAGÉ

L'Espagne dispose d'ores et déjà d'un ordonnancement juridique qui a été pionnier en Europe dans l'adaptation de sa société à certains préceptes islamiques. En effet,

[4] Darío Menor, "La Caixa y Santander lanzarán la banca islámica", <http://www.webislam.com/?id=5355>

[5] España tendrá un banco musulmán, <http://medios.mugak.eu/noticias/noticia/138191>

l'Espagne est l'un des seuls pays européens dont le cadre légal régule la vie et la présence des musulmans en son sein, et plus concrètement par le biais des Accords de coopération (Acuerdo de cooperación del Estado español con la Comisión Islámica de España) approuvés par le biais de la Loi 26/1992, du 10 novembre. À titre d'exemple, l'article 11 de cette loi prévoit que la Commission islamique d'Espagne, ainsi que les communautés qui l'intègrent, seront dispensées de payer les impôts sur les biens immobiliers destinés à des activités religieuses (comme les mosquées), ou encore l'impôt sur les sociétés, ou l'impôt sur les transmissions patrimoniales et actes juridiques documentés, ou ITP, (qui doit normalement être versé par l'acheteur lors de l'acquisition du bien).

De manière générale, le cadre juridique espagnol est donc compatible avec les préceptes musulmans. Il est d'ores et déjà possible d'envisager, en Espagne, qu'une banque puisse procéder à l'achat d'un bien immeuble et puisse, par la suite, recourir à une figure juridique qui s'assimilerait au *leasing*, mais sans y inclure de taux d'intérêts, afin de louer postérieurement ce bien au client jusqu'à ce qu'il verse la totalité de la dette contractée, et devienne à son tour propriétaire du bien immeuble de référence. Ainsi, le client ne se verrait pas affecté par les hausses ou baisses des types d'intérêts, mais il aurait déjà procédé au paiement de l'intermédiation effectuée par la banque dans la mesure où ce montant aurait auparavant été inclus dans le prix de revente de l'immeuble. Cependant, l'insertion de la finance islamique dans le marché espagnol devra automatiquement engendrer des changements au sein de l'ordonnancement juridique espagnol pour réduire au mieux quelques frottements juridiques et fiscaux qui perdurent actuel-

**«L'Espagne est l'un des seuls pays européens dont le cadre légal régule la vie et la présence des musulmans en son sein, et plus concrètement par le biais des Accords de coopération.»**

lement (notamment pour éviter une double imposition en concept d'impôts pour l'acquisition d'un bien immeuble). En Espagne, cela engendrerait le double paiement de l'Impôt sur les transmissions patrimoniales, qui correspond à 1 % du montant total de l'achat réalisé.

Le cadre juridique espagnol devra tenter de s'adapter au mieux à ce nouveau type de financement car nombreux sont ceux qui voient dans la finance islamique une philosophie d'investissement plus éthique (dans la mesure où l'argent est généré comme conséquence d'une activité licite, et non pas comme la conséquence de l'usure), et une plus ample attention portée au client final. En outre, l'idée que la banque soit contrainte de partager les risques pris par le client, ainsi que les aléas de l'opération envisagée, séduit le particulier, même si ce dernier doit également partager les bénéfices réalisés. ■

Das Kapital? C'est une revue sur l'asset management?

[www.revuebanquelibrairie.com](http://www.revuebanquelibrairie.com)

La librairie spécialisée dans la banque et la finance

